

Haya DEM 45 rue Berzelius – 75017 Paris  
SIREN : 844 234 047  
IBAN : FR76 1695 8000 0136 2789 9371 208 BIC : QNTFRP1 XXX

Portable : 07.66.85.22.19 // 07.82.10.40.88  
Fixe : 01.44.85.34.00  
Mail : Contact@hayadem.com

# Devis de Déménagement

Offre valable 15 jours à partir de la date du devis

Date Devis : dimanche 18 avril 2021



Numéro de devis : 2020004569

Client : Oumar NDIAYE

Téléphone : 0601929116

Mail : oumarndiayez@gmail.com

Date du Déménagement : 04/24/2021,;

☒ Date de déménagement provisoire

Date de Livraison Prévue :

Distance : km

Volume : 7 m<sup>3</sup>

Adresse Départ	Adresse Arrivée
<b>Adresse :</b> 93800 Epinay-sur-seine FR	<b>Adresse :</b> 93800 Epinay-sur-seine FR
<b>Etage :</b> 5 <b>Ascenseur :</b> 3P	<b>Etage :</b> 3 <b>Ascenseur :</b> Sans Ascenseur
<b>Infos Départ :</b> <input checked="" type="checkbox"/> Courette 6m <input checked="" type="checkbox"/> Cave/ Ss sol : -1 Accès : Commentaire concernant l'accès <input checked="" type="checkbox"/> Escalier : Inscrire l'adresse de l'escalier	<b>Infos Arrivée :</b> <input checked="" type="checkbox"/> Courette 6m <input checked="" type="checkbox"/> Cave/ Ss sol : -1 Accès : Accès Facile <input checked="" type="checkbox"/> Escalier : Ecrire l'adresse de l'escalier
<b>Info Supp :</b> <input checked="" type="checkbox"/> Piano : Piano Droit 200kg <input checked="" type="checkbox"/> Coffre-Fort : 2 coffres de 500kg Infos Supp : ce qu'il y a écrit dans commentaires.	
<input checked="" type="checkbox"/> Moto : Moto 125 <input checked="" type="checkbox"/> Gardiennage : 3 semaines 250 €/semaine <input checked="" type="checkbox"/> Objet Spéciaux : Malle en fer	

Votre Formule	Prix TTC	Modalité de Paiement
<b>Standard</b> <b>Assurance Haya Confort :</b> Responsabilité contractuelle transporteur à hauteur de 50.000€ En cas de casse vol détérioration	<b>261,00 €</b>	Pour tout supplément de cubage le jour de votre déménagement nous sommes en droit de vous réclamer la différence.  Pour les formules ECO ; Standard et Luxe. Versement de 30% d'arrhes : 78,30 € - Au chargement : 91,35 € - A la livraison : 91,35 €

## Détails de nos Prestations

Quel que soit la formule que vous choisissez tous nos cartons et autre matériel professionnel de déménagement sont offerts par nos commerciaux Nos Visites techniques pour valider le cubage sont gratuites et sans engagement.	Haya LUXE : 388,89 € Déménagement clé en main !	Haya CONFORT : 321,03 € Est le choix naturel	Haya STANDARD : 261,00 € Allège votre budget de déménagement.
	Nos Prestations		
	Chargement – transport et livraison	✓	✓
	Livraison de cartons	✓	✓
	Protection du mobilier (sous couverture) mise sous housse des matelas et sommiers	✓	✓
	Conditionnement des tableaux et des miroirs	✓	✓
	Démontage et remontage du mobilier non fixé aux murs	✓	✓
	Mise en penderie des vêtements	✓	✓
	Emballage des objets fragiles (vaisselles, verreries, bibelots, ...)	✓	✓
	Dispatch de votre mobilier et de vos biens	✓	✓
	Reprise des emballages en fin de déménagement	✓	
	Déballage des objets fragiles (vaisselles, verreries, bibelots, ...)	✓	
	Emballage des objets non fragiles (linge, livres, ...)	✓	
	Déballage des objets non fragiles (linge, livres, ...)	✓	
	Débranchement des appareils électroménagers	✓	
	Démontage du mobilier fixé au mur	✓	

Accord du devis et des conditions générales de ventes  
Signature Client

Date :

<b>Haya DEM</b>	<b>45 rue Berzelius – 75017 Paris</b>	<b>Portable :</b>	<b>07.66.85.22.19 //07.82.10.40.88</b>
<b>SIREN :</b>	<b>844 234 047</b>	<b>Fixe :</b>	<b>01.44.85.34.00</b>
<b>IBAN :</b>	<b>FR76 1695 8000 0136 2789 9371 208 BIC : QNTFRP1 XXX</b>	<b>Mail :</b>	<b>Contact@hayadem.com</b>

## CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU CONTRAT DE DEMENAGEMENT

Les présentes conditions générales de vente et les conditions particulières négociées entre l’entreprise et le client déterminent les droits et obligations de chacun d’eux. Elles s’appliquent de plein droit et de convention expresse entre les parties (articles 1103, 1104 et 1193 du Code Civil), aux opérations de déménagement, objet du présent contrat. Les présentes Conditions Générales De Vente tiennent compte de l’article 40 de la loi n°2009-1503 du 8 décembre 2009, De l’arrêté du 27 avril 2010 relatif à la publicité des prix des prestations de déménagement, de la recommandation n°16-01 du 24 mars 2016 relative aux contrats de déménagement, garde meubles et stockage en libre-service, ainsi que des normes NF EN 12522 1 et 2 et de la règle de certification NF 144 d’AFNOR Certification. Elles prennent effet au 1er septembre 2018.

Article 1 : DISPOSITIONS GENERALES  
A la demande de l’entreprise, le client doit fournir toutes informations permettant la réalisation matérielle du déménagement, tant au lieu de chargement que de livraison (conditions d’accès pour le personnel et les véhicules, possibilité de stationnement, travaux en cours et toutes autres particularités). Le client est préalablement informé des suppléments chiffrés qu’il serait éventuellement amené à supporter en cas d’absence ou d’inexactitude des informations. Le client doit également signaler les objets dont le transport est assujéti à une réglementation spéciale (vins, alcools, armes, etc…), les formalités administratives éventuelles étant à sa charge. Un devis gratuit décrivant les caractéristiques de l’opération projetées est fourni par l’entreprise au client. Il définit des conditions particulières qui complètent les présentes conditions générales.

ARTICLE 2 - RESILIATION DU CONTRAT  
Sauf stipulation contraire des conditions particulières, toute somme versée d’avance est qualifiée d’arrhes. Sauf cas de force majeure :  
-En cas de résiliation du client, les arrhes ne sont pas remboursées.  
-En cas de résiliation par l’entreprise ou défaillance de celle-ci, le professionnel les restitue.

S’agissant d’une prestation de main d’œuvre avec réservation, le report par l’une ou l’autre des parties, pour quelle que cause que ce soit, est assimilé de plein droit à une résiliation.

ARTICLE 3 - DELAIS D’EXECUTION INDETERMINES  
Si, à la demande du client, il n’est pas fixé de date ou de période formelle d’exécution, le client peut adresser une mise en demeure par Lettre Recommandée à l’entreprise, au cas où celle – ci n’a pas entrepris le transport dans le délai maximum fixé par les conditions particulières. A compter de cette mise en demeure, l’entreprise dispose d’un délai de dix jours pour exécuter l’opération convenue. A défaut d’exécution dans le délai de dix jours, sauf cas de force majeure, le contrat est considéré comme résilié par l’entreprise et les sommes versées sont restituées à l’identique.

ARTICLE 4 - PRIX  
Les prix fixés au contrat ne peuvent être modifiés que si des charges imprévisibles et indépendantes de la volonté de l’entreprise, liées aux modalités de réalisation, surviennent avant le début de chacune des opérations (enlèvement, transport, livraison, etc…).

Dans ce cas, les parties peuvent convenir d’un commun accord de modifier les dispositions prévues au contrat sous réserve de convenir de nouvelles modalités et des conséquences pouvant en résulter sur le prix fixé. En règle générale, cette disposition s’applique pour toutes prestations supplémentaires non prévues au contrat initial (devis).

ARTICLE 5 - MODALITES DE REGLEMENT  
Les conditions particulières doivent prévoir après négociation Le montant des arrhes versées à la commande sauf dans le cas décrit à l’article 3 des présentes conditions où les arrhes sont versées au moins 7 jours après la conclusion du contrat hors établissement. Le cas échéant, le montant du versement intermédiaire, à la fin du chargement. En tout état de cause, le solde du prix du déménagement est dû à la fin de la prestation ou à défaut à réception de la facture sur les deux opérations ne sont pas concomitantes. En cas de retard de règlement conformément à la loi du 4 août 2008, des pénalités de retard seront exigibles sur la base de trois fois le taux de l’intérêt légal, étant précisé que le paiement anticipé ne donnera pas lieu à escompte. Pour les professionnels, toute somme non payée à sa date d’exigibilité produira de plein droit des intérêts de retard ainsi que le paiement

d’une somme forfaitaire de 40 euros du au titre des frais de recouvrement.  
ARTICLE 6 - PRESTATIONS EFFECTUEES PAR L’ENTREPRISE  
Les prestations sont convenues avec le client préalablement au déménagement et précisément définies dans le devis. L’entreprise n’assume pas la prise en charge des personnes, des animaux, des végétaux, des matières dangereuses, infectes, explosives ou inflammables, des bijoux, monnaies, métaux précieux ou valeurs. Toute exception à cette règle doit faire l’objet d’un accord écrit entre l’entreprise et le client avant le début de la réalisation.

ARTICLE 7 - REALISATION PAR UNE TIERCE ENTREPRISE  
L’entreprise conserve la faculté de confier, sous son entière responsabilité, la réalisation totale ou partielle du déménagement à une tierce entreprise dénommée « entreprise exécutante ». Dans le cas où l’entreprise contractante utilise cette faculté avec une entreprise extérieure au réseau Les déménageurs bretons, l’information du client sur l’identité de l’entreprise exécutante doit être réalisée dans un délai de 48 heures avant la date de réalisation ; le client est en droit de refuser et les sommes versées sont restituées à l’identique.

ARTICLE 8 - PRESENCE OBLIGATOIRE DU CLIENT  
Le client (ou son mandataire) doit être présent tant au chargement qu’à la livraison ; il doit vérifier, avant le départ du véhicule, qu’aucun objet n’a été oublié dans les locaux et dépendances où se trouvait son mobilier. Par ailleurs, au départ, le représentant de l’entreprise et le client doivent procéder à la constatation contradictoire de toutes détériorations récentes antérieures au déménagement. Les détériorations anciennes s’assimilent au vice propre de la chose.

ARTICLE 9 -RESPONSABILITE LEGALE  
L’entreprise a une obligation de résultat vis à vis de son client. A ce titre, en cas de dommage, elle doit indemniser le client en fonction du préjudice causé et prouvé, sauf cas de force majeure, vice propre de la chose ou faute du client, ce qui constitue la base de sa responsabilité légale. Cependant, il ne lui appartient pas de définir elle Même la limite de cette responsabilité et donc les variations de prix en résultant : c’est l’objet des conditions particulières librement négociées avec le client.

Enfin, lorsque l’entreprise n’effectue pas l’emballage (cf. devis), le contenu des colis emballés par le client ne peut constituer un dommage prévisible sauf inventaire précis (Article 1231-3 du code civil).

ARTICLE 10 -RESPONSABILITE POUR PERTES ET AVARIES  
L’entreprise est responsable des meubles et objets qui lui sont confiés, en l’état où ils lui sont confiés sauf cas de force majeure, vice propre de la chose ou faute du client. Sont donc explicitement exclus de la responsabilité de l’entreprise, le dysfonctionnement des appareils électriques, informatiques, électroniques, musicaux et mécaniques. En outre, les conditions particulières librement négociées entre l’entreprise et le client, doivent obligatoirement, sous peine de nullité du contrat :

- A) Indiquer :  
-Le montant maximum de l’indemnisation pour l’ensemble du mobilier transporté (valeur globale).  
-Le montant réputé maximum pour chaque objet et/ou ensemble d’objets non individuellement identifiés sur la déclaration de valeur.  
-Le coût de la prime, fonction de la valeur globale attribuée par le client et de la garantie choisie.  
B) Comprendre une déclaration de valeur pour tous les objets et/ou ensemble d’objets dont la valeur excède le montant maximum déterminé ci-dessus.

CHAPITRE 5 : LIVRAISON DU MOBILIER ET FORMALITES EN CAS DE DOMMAGE

ARTICLE 11 - LIVRAISON DU MOBILIER A DOMICILE : FORMALITES  
A la réception, le client doit vérifier l’état de son mobilier et en donner décharge dès la livraison terminée à l’aide de la déclaration de fin de travail. De convention expresse entre les parties, il est convenu qu’en cas de perte, et pour sauvegarder ses droits et moyens de preuve, le client a intérêt à émettre dès la livraison et la mise en place, en présence des représentants de l’entreprise, des réserves écrites, précises et détaillées sur cette déclaration. En cas d’absence de réserves à la livraison ou en cas de réserves contestées par les représentants de l’entreprise sur la lettre de voiture, le client doit, en cas de perte, adresser sa protestation motivée à l’entreprise par une lettre recommandée. Ces formalités doivent être accomplies dans les 10 jours calendaires à compter de la réception des objets transportés. A défaut, le client est privé du droit d’agir contre l’entreprise. Il est rappelé que l’absence de réserves à la livraison pourra impliquer une présomption de livraison conforme.

ARTICLE 12 - LIVRAISON DU MOBILIER AU GARDE MEUBLES A LA DEMANDE DU CLIENT  
La livraison en garde meubles est assimilée à une livraison à domicile et met fin au contrat de déménagement. Les frais d’entrée en garde meubles sont distincts et facturés au client par le professionnel qui assume la garde du mobilier.  
ARTICLE 13 - DEPOT NECESSAIRE PAR SUITE D’EMPECHEMENT A LA LIVRAISON

En cas d’absence du client aux adresses de livraison indiquées par lui, ou d’impossibilité matérielle n’étant pas le fait de l’entreprise, le mobilier est placé d’office dans un garde meubles, à la diligence de l’entreprise et aux frais du client. Par tous moyens appropriés, l’entreprise rend compte au client de cette opération de dépôt, qui a mis fin au contrat de déménagement.

ARTICLE 14 -INDEMNISATION POUR PERTES OU DOMMAGE  
Suivant la nature du dommage, les pertes donnent lieu à réparation, remplacement, ou indemnité compensatrice.

L’indemnité intervient dans la limite du préjudice matériel et des montants définis par l’assurance. **Une franchise de 350€ à la charge du client sera appliqué en cas de déclaration de sinistre.**

ARTICLE 15 - PRESCRIPTION  
De convention expresse entre les parties, il est convenu que les actions en justice pour avarie, perte ou retard auxquelles peut donner lieu le contrat de déménagement doivent être intentées dans l’année qui suit la livraison du mobilier.

ARTICLE 19 - REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS - MEDIATION DES LITIGES DE LA CONSOMMATION  
Conformément aux dispositions du code de la consommation relative au « processus de médiation des litiges de la consommation », le client particulier a le droit, en vue de la résolution amiable d’un litige né du contrat et l’opposant à l’entreprise, de recourir gratuitement et aux conditions fixées par ledit code, à un médiateur de la consommation.

Le médiateur référent de l’entreprise est le Centre de médiation et de règlement des huissiers de justice MEDICY, qui peut être joint par voie :

Centre de médiation et de règlement amiable des huissiers de justice

ARTICLE 19 –PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES  
En vue de la conclusion du contrat de déménagement, fondement légal de la collecte et du traitement, et du suivi/gestion de votre dossier client, l’entreprise est amenée à collecter des données à caractère personnel vous concernant.

Accord du devis et des conditions générales de ventes  
Signature Client

Date :

# Fiche Qualité Client

A renseigner par le client

Durée de la visite (en minutes) ?

Le commercial est-il arrivé à l'heure ?

OUI

NON

Si non, est ce que l'un de nos collaborateurs vous a-t-il prévenue du retard ?

OUI

NON

Le commercial a-t-il visiter l'ensemble des biens à déménager ?

OUI

NON

Si non, Pourquoi ?

Le commercial a-t-il pris des photos ?

OUI

NON

Si non, Pourquoi ?

Comment évaluez-vous le contact avec nos différentes équipes ?

	Très Mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Excellent
Le contact téléphonique, (amabilité, courtoisie, facilité à nous joindre) :					
La réactivité de notre agence					
Clarté de notre devis					
Rapidité d'expédition de notre devis					
La visite technique / prise en compte de vos besoins : qualité d'écoute, analyse des besoins, conseils...					
Explications et précisions du commercial					